
Rendre la Palestine aux Palestiniens

La France a enfin reconnu l'État de Palestine, sur ses frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, conformément au droit international issu des accords d'Oslo.

Maintenant, la France doit tout faire pour protéger les Palestiniens, pour que la Palestine soit rendue aux Palestiniens.

Le cessez-le-feu ne cesse d'être violé par Israël, faisant des dizaines de victimes (45 le 20 octobre). Il doit être permanent et garanti par l'ensemble des nations, dont la France, donc par l'Assemblée générale de l'ONU.

La famine doit cesser à Gaza, l'aide humanitaire doit pouvoir y entrer massivement sans aucune restriction : tous les postes-frontières doivent être ouverts, sous le contrôle du pouvoir palestinien, en lien avec l'ONU.

Il faut mettre fin aux exactions des colons, devenus de plus en plus violents depuis le cessez-le-feu (plus de 150 attaques contre des agriculteurs en Cisjordanie).

Rendre la Palestine aux Palestiniens signifie le départ des troupes israéliennes qui doivent quitter l'ensemble du territoire et, le début de la décolonisation.

L'avenir de la Palestine doit être entre les mains des seuls Palestiniens, sans ingérence. La démocratie doit y retrouver toute sa place, sans restriction.

Le 29 novembre, le MRAP appelle à se joindre aux manifestations partout en France, pour exiger :

- un cessez-le-feu permanent, sous contrôle de l'ONU
- la protection de l'État de Palestine, et des Palestiniens
- le passage d'une aide humanitaire massive sans restriction vers Gaza, et la fin du blocus.
- la fin de l'occupation, le départ des troupes israéliennes, et la décolonisation.
- la libération de tous les prisonniers palestiniens
- l'arrêt de la livraison d'armes à Israël par la France

À Paris, rendez-vous place de la République le 29 novembre à 14h.

Si l'État d'Israël ne se conforme toujours pas au droit international, alors la France, l'UE et l'ONU doivent mettre en place de réelles sanctions efficaces pour faire plier le pouvoir israélien, notamment la suspension de l'accord UE-Israël.

MRAP National